



HAL
open science

L'accumulation intensive, norme de lecture du capitalisme ?

Christian Barrère, Gérard Kebabdjian, Olivier Weinstein

► **To cite this version:**

Christian Barrère, Gérard Kebabdjian, Olivier Weinstein. L'accumulation intensive, norme de lecture du capitalisme?. *Revue Economique*, 1984, 35 (3), pp.479-506. 10.3406/reco.1984.408790 . hal-02615924

HAL Id: hal-02615924

<https://hal.science/hal-02615924v1>

Submitted on 23 May 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

L'accumulation intensive, norme de lecture du capitalisme ?

C. Barrère, G. Kebabdjian, O. Weinstein

Résumé

Une théorie du capitalisme contemporain a été récemment produite par un groupe de chercheurs : la théorie de l'accumulation intensive. Cette théorie occupe, tout au moins en France, une place dominante dans le champ de la réflexion marxiste. L'objet de l'article est de montrer que, malgré les mérites qui doivent lui être reconnus, cette théorie offre une représentation unilatérale de la nature du capitalisme contemporain. En l'analysant essentiellement comme forme d'épanouissement du capital, la théorie tend à l'interpréter comme une structure hyper-cohérente.

D'où un problème pour rendre compte de la crise. Les auteurs cherchent à faire une lecture critique de cette théorie à la lumière de l'alternative qui lui est opposée. La spécificité de l'époque actuelle, et par voie de conséquence de la crise, réside dans une double tendance : généralisation et approfondissement poussés à l'extrême des rapports capitalistes d'un côté ; émergence concomitante d'éléments de négation à l'intérieur même de ces rapports, de l'autre.

Abstract

Intensive accumulation, the key to understanding modern capitalism?

A theory on contemporary capitalism has recently been evolved by a group of french researchers : the theory of intensive accumulation. This theory holds a dominant place in the field of marxist reflexion in France. The object of this article is to show that in spite of its merits, this theory offers only a one-sided view of the nature of contemporary capitalism. On emphasizing a form of self-developing capital, this analysis tends to accentuate this structure as being hyper coherent, thus leaving little or no place for an understanding of the crisis. In this critical essay, the authors have put forward an alternative point of view based on a double tendency: on one hand a massive and deep growth of capitalism, on the other the discovery of negative elements.

Les vingt à vingt-cinq années qui s'achèvent avec la fin de la décennie 60 représentent une période de croissance économique exceptionnelle. Aucune autre période aussi longue ne peut lui être comparée. Le taux de croissance moyen s'est situé autour d'un trend annuel de 5 % (en France mais également pour l'ensemble des pays de l'OCDE) avec des hauts et des bas en définitive assez limités. Cette régularité est d'autant plus remarquable qu'aucune crise conjoncturelle n'est venue l'altérer. Le cycle n'a certes pas disparu comme certains l'ont peut-être trop rapidement affirmé mais, en tout cas, on a manifestement eu affaire à un cycle sans crise. Par contre, la croissance s'est déroulée sur un arrière-fond inflationniste persistant.

Pour comprendre ces caractéristiques, il faut partir de la nature nouvelle du capitalisme et du type d'accumulation du capital à laquelle elle donne naissance.

Avec et après cette grande coupure que représente la seconde guerre mondiale, une forme structurelle totalement inédite se constitue à partir de la série de mutations partielles déjà acquises avant guerre et de la poussée de nouvelles structures qui fait suite à la fin des hostilités. La liste de ces changements serait trop longue à établir. Ce qui importe, c'est de comprendre du point de vue de la logique du mode de production la portée historique de ces transformations.

Diverses théories marxistes ont ressenti la nécessité de s'attaquer à l'étude des caractères nouveaux du capitalisme de l'après-guerre. Elles ont fourni des éclairages intéressants sur certaines modalités de fonctionnement de ce capitalisme mais sans

arriver pour autant à donner une image satisfaisante du nouveau mode de fonctionnement global et de son articulation structurelle.

L'intérêt de la théorie de l'accumulation intensive est précisément de renouveler profondément l'étude des transformations structurelles du capitalisme¹.

Quatre mérites, au moins, peuvent lui être reconnus. Le premier et le plus important est de mettre l'accent sur l'unité et la cohérence des changements qui marquent le capitalisme contemporain. Ces analyses ne se contentent pas de présenter une énumération de formes structurelles nouvelles (monopoles et groupes financiers, prix administrés, nouvelles modalités d'intervention étatique...), elles cherchent à les organiser en un ensemble structuré et à identifier les bases de ces mutations. La notion de régime d'accumulation répond à cette préoccupation et permet à son tour de rendre compte des caractères de la croissance d'après-guerre. Le second mérite est de s'intéresser à des domaines traditionnellement négligés par la théorie, y compris dans le marxisme habituel : étude du procès de travail, des rapports de consommation et de leurs liens aux formes d'accumulation, des formes institutionnelles, renouvellement de la question de la répartition par la notion de rapport salarial. Un troisième mérite est d'insister sur les changements, les mutations, les transformations, bref sur *le nouveau*. Pour cela, les tenants de l'accumulation intensive ont cherché à intégrer et à réinterpréter dans un cadre analytique approprié de multiples analyses partielles, économiques et non économiques, parfois apparemment opposées, en particulier certains apports de la sociologie du travail, de la sociologie industrielle, de l'histoire économique, des analyses de la société de consommation. Enfin, quatrième mérite, ils ont su articuler et combiner analyse historique, études empiriques et démarche théorique en vue de dépasser les abstractions souvent vides dans lesquelles se complaisait le marxisme traditionnel ; cela les conduit à tenter de tester statistiquement leurs modèles interprétatifs.

Cette démarche fait de la théorie de l'accumulation intensive une construction originale pour comprendre le mode de fonctionnement et de développement du capitalisme contemporain. Cependant, l'interprétation de la crise pose manifestement un problème. Cela conduit à penser que cette représentation du capitalisme d'après-guerre souffre de quelques vices de construction. Quelles sont les limites de cette représentation ? Sont-elles de nature à en remettre en cause la logique d'ensemble ?

¹ Elaborées d'abord par M. Aglietta, ces thèses ont connu ensuite un très grand développement. On ne saurait donner ici la liste de tous les travaux qui peuvent leur être rattachés. Nous nous référons principalement à M. Aglietta, *Régulation et crise du capitalisme*, Paris, Calman-Lévy, 1976 ; Benassy, Boyer, Gelpi, Lipietz, Mistral, Munoz et Ominami, *Approches de l'inflation : l'exemple français*, Paris, CEPREMAP, 1977 ; Benassy, Boyer, Gelpi, « Régulation des économies capitalistes et inflation », *Revue économique*, mai 1979 ; H. Bertrand, « Le régime central d'accumulation de l'après-guerre et sa crise », *Critique de l'économie politique*, avril-septembre 1979 ; B. Billaudot, *L'accumulation intensive du capital*, thèse, Paris, 1977 ; R. Boyer, « La crise actuelle : une mise en perspective historique », *Critique de l'économie politique*, avril-septembre 1979 ; A. Granou, Y. Barou et B. Billaudot, *Croissance et crise*, Paris, Maspero, 1979 ; A. Lipietz, *Crise et inflation, pourquoi?*, Paris, Maspero, 1979 ; J. H. Lorenzi, O. Pastré, J. Toledano, *La crise du XXe siècle*, Paris, Economica, 1980. Il existe des différences non négligeables entre les divers auteurs. Notre propos ne sera pas ici de confronter les différentes formulations, mais d'interroger le noyau conceptuel qui leur est commun. Au-delà des variantes de détail, la grande question théorique est en effet de savoir si ce noyau conceptuel est apte ou non à donner une vision du capitalisme contemporain qui explique à la fois ses traits fondamentaux et sa dynamique propre. Et permettre aussi, par conséquent, d'apprécier la nature et la portée de la crise qui le frappe.

LES CARACTERES FONDAMENTAUX DU REGIME D'ACCUMULATION INTENSIVE

Les analyses de l'accumulation intensive interprètent le capitalisme contemporain à partir de l'articulation de trois ordres de changements : changements dans le procès de travail, dans le mode de consommation et dans le rapport salarial. Autant de questions essentielles à la compréhension de la dynamique du capitalisme. L'idée de combiner ces éléments et de s'interroger sur les rapports qu'ils entretiennent constitue vraisemblablement un des aspects les plus intéressants de ces analyses.

La période qui débute au lendemain de la deuxième guerre mondiale va être vue essentiellement comme une phase d'épanouissement des rapports capitalistes. Epanouissement dans le procès de travail grâce à l'extension et l'approfondissement de l'exploitation par la systématisation du procès de travail fordiste. Epanouissement dans le mode de consommation par l'insertion de la reproduction de la force de travail dans les rapports capitalistes grâce à la consommation de masse. Epanouissement dans le rapport salarial, par l'extension du salariat et la programmation de la progression du salaire qui permet l'extension régulière des débouchés. Ces mutations ont pour résultat de résoudre en partie les contradictions du capitalisme antérieur ; elles assurent au nouveau système une cohérence fonctionnelle inconnue jusque-là.

La vision est grandiose et semble d'une rigueur parfaite. Elle nous semble pourtant pêcher par son caractère unilatéral : mettant l'accent sur le développement et l'épanouissement des rapports capitalistes, elle en masque la dimension d'*exacerbation* et les contradictions nouvelles qui en résultent ; mais surtout, elle conduit à ignorer les éléments de négation des rapports capitalistes qui se développent simultanément et qui marquent profondément le capitalisme actuel et sa crise.

1. *L'analyse des transformations du procès de travail* est l'élément déterminant de la thèse de l'accumulation intensive.

L'analyse proposée peut être décomposée en deux propositions :

a) L'accumulation dans le capitalisme contemporain repose sur un processus de transformation continue de l'organisation et des méthodes de production. L'accumulation intensive prend ainsi racine dans la production de plus-value relative qui se manifeste par une (forte) croissance de la productivité du travail. L'accumulation extensive, qui précéderait historiquement la phase actuelle, repose, si l'on s'en tient à une conception stricte, sur la seule plus-value absolue. Elle se développe sans changement des méthodes de production et sans croissance de la productivité réelle du travail (à distinguer de la productivité apparente qui incorpore l'intensification du travail). Une telle vision des débuts du capitalisme industriel étant manifestement difficilement tenable, les auteurs de l'étude du CEPREMAP sont conduits à parler d'accumulation « à dominante extensive ou intensive »². La distinction devient alors très vague. Mais même ainsi formulée, ce mode d'analyse conduit à sous-estimer les profonds bouleversements des conditions de production que le capitalisme connaît dès le XIX^e siècle avec la révolution industrielle :

² Benassy et al., *Approches de l'inflation : l'exemple français*, op. cit., t. III, p. 73. Les auteurs donnent les définitions suivantes : « Le caractère *extensif* d'un régime d'accumulation se définit comme un simple accroissement quantitatif du capital, conduisant à une hausse de la masse de plus-value à travers l'extension du salariat — à taux d'exploitation constant — et, ou une augmentation de la durée et de l'intensité du travail entraînant une hausse du taux de plus-value. Ces éléments caractérisent les mécanismes de la plus-value absolue (...). A l'opposé l'accumulation intensive, en bouleversant continuellement l'organisation technique et sociale du procès de travail, a pour effet d'accroître la plus-value *relative*, c'est-à-dire d'abaisser la valeur de la force de travail. »

développement de la grande industrie, mutations technologiques dans les transports, la métallurgie, le textile. Même si leur mouvement n'est pas continu et régulier, les transformations du procès de travail sont un caractère permanent du capitalisme et ne peuvent donc être considérées comme spécifiques du capitalisme contemporain.

La conception de M. Aglietta est, semble-t-il, différente. L'accumulation extensive se fait avec transformation du procès de travail, mais sans changement du mode de consommation, donc exclusivement dans la section des moyens de production, et de manière irrégulière. L'accumulation intensive est marquée par la continuité des transformations du procès de travail et leur extension à la section des biens de consommation³. Cette vision est nuancée, mais débouche sur des propositions assez semblables : la première phase de la croissance des économies capitalistes (jusqu'au début du XX^e siècle) n'aurait reposé que sur la section I, et se serait faite pratiquement sans plus-value relative.

b) Deuxième proposition : les transformations du procès de travail dans le capitalisme contemporain s'analysent comme développement du taylorisme et du fordisme. Cette conception est aujourd'hui très largement répandue au-delà des tenants de l'accumulation intensive. Elle constitue pourtant une vision très partielle et très réductrice de la dynamique des forces productives. L'accent est, en effet, mis presque exclusivement sur l'organisation du travail dans l'atelier. Pour l'essentiel, le taylorisme est vu comme un mode de contrôle du travail ouvrier, assurant la production de plus-value par :

- la parcellisation et l'intensification du travail (ce qui relève, pensons-nous, plutôt de la production de plus-value absolue, donc de l'accumulation extensive)⁴ ;
- la déqualification et la dévalorisation de la force de travail, permise par « l'expropriation » du savoir ouvrier. Bien entendu, indirectement, le remplacement du travail complexe par du travail simple diminue la valeur des marchandises, donc abaisse le coût de reproduction de la force de travail et entraîne plus-value relative : néanmoins, il faut noter qu'il ne s'agit pas d'un mécanisme d'élévation de la productivité du travail).

L'analyse du procès de travail fordiste pourrait sembler à première vue constituer une rupture : elle met en avant la mécanisation (à vrai dire une forme particulière de mécanisation : la chaîne de montage), donc le rôle des moyens de production. Mais, en fait, cette mécanisation n'est présentée que comme le support de changements dans l'organisation du travail : la chaîne est ce qui permet de pousser encore plus loin la parcellisation, l'intensification et la déqualification du travail. Le fordisme est en fait assimilé à une forme supérieure de taylorisme : « Le fordisme reprend et met en oeuvre

³ « Dans le régime d'accumulation à prédominance extensive, la section I se développe par pans successifs. Les phases d'avancée rapide de la 'formulation brute de capital fixe correspondent à la création d'industries nouvelles qui entretiennent une accumulation au sein de la section I », M. Aglietta, *Régulation et crise du capitalisme*, op. cit., p. 86.

A l'opposé, dans le régime d'accumulation intensive, « le fait fondamental est que la transformation qualitative des forces productives est devenue un processus permanent au lieu d'être principalement condensée dans une phase spécifique du cycle d'accumulation. Il en est ainsi grâce à l'interaction des deux sections de production où chacune offre à l'autre ses débouchés parce qu'elles concourent à la baisse de valeur et à la diversification des marchandises de la consommation de masse ». M. Aglietta, *op. cit.*, p. 87-89.

⁴ « On peut définir le taylorisme comme l'ensemble des rapports de production internes au procès de travail qui tendent à accélérer la cadence des cycles de gestes sur les postes de travail et à diminuer la porosité de la journée de travail. » M. Aglietta, *op. cit.*, p. 94.

plus efficacement les principes du taylorisme pour obtenir une intensification toujours plus grande du travail. »⁵.

Dans ces conditions, l'analyse reste centrée sur l'organisation du travail, et même plus précisément sur l'organisation du travail direct dans l'atelier. Le développement et les transformations des moyens de production, les bouleversements dans les technologies, les procédés de production, les connaissances mises en oeuvre passent au second plan dans l'explication des déterminants « micro-économiques » de la productivité. D'ailleurs, si l'on suit M. Aglietta, la productivité du travail doit être purement et simplement identifiée à la plus-value relative⁶

Quelle que soit l'importance, qu'il n'est pas question de nier, de l'organisation du travail, les analyses du taylorisme et du fordisme aboutissent à une vision extrêmement réductrice du procès de travail. En effet :

— La première et la plus importante rupture dans l'histoire de la production capitaliste tient à l'émergence du machinisme et de la grande industrie. Celle-ci tend à faire des transformations des moyens de production l'élément déterminant par lequel se réalise la soumission du travail dans la production. Mais la machine est aussi un facteur objectif de développement des forces productives, facteur qui émancipe la production des limites de l'outil manuel. La question décisive est alors celle de l'évolution du machinisme (et de ses prolongements dans l'automation), le développement de ses formes de plus en plus complexes, dont la chaîne ne constitue qu'une modalité⁷. Le machinisme produit une rupture qualitative dans les rapports entre la force de travail et les moyens de production en instaurant la domination de ceux-ci sur les travailleurs. De ce fait, les formes d'organisation du travail ne résultent pas d'une volonté abstraite de maximisation de l'exploitation de la part des entrepreneurs, mais sont étroitement conditionnées par les contraintes d'un procès de production centré sur le machinisme. Taylorisme et fordisme ne peuvent donc être compris qu'en rapport avec le développement du machinisme et l'usage de moyens de production déterminés. Pour cette raison, la question de l'évolution de la composition technique et organique du capital est essentielle du point de vue de la compréhension des rapports entre transformation des procès de travail et régime d'accumulation.

— Parallèlement, le rôle de la science dans la production s'étend, les mutations technologiques deviennent un facteur décisif d'élévation de la productivité. Les conditions de production des connaissances scientifiques et techniques sont elles-mêmes profondément transformées. Ces éléments sont très importants pour la compréhension de la croissance des économies capitalistes depuis la guerre. Ils sont pourtant pratiquement absents dans les analyses du régime d'accumulation intensive. De ce fait, tout se passe comme si la croissance de la productivité ne provenait que de la division des tâches et de l'intensification du travail. C'est une conception purement « smithienne » de la productivité qui nous est ainsi proposée, conception qui ne saurait rendre compte des caractères de la production moderne, si tant est que cette conception soit jamais arrivée à rendre compte de manière satisfaisante des sources de la productivité.

⁵ M. Aglietta, *op. cit.*, p. 97.

⁶ *Ibid.*, p. 43.

⁷ D'après une enquête sur les conditions de travail en octobre 1978, les salariés travaillant à la chaîne représentent 3,4 % de l'ensemble des salariés et 7,6 % des ouvriers. De manière plus large, le nombre des « salariés dont le rythme de travail est imposé par la cadence automatique d'une machine » représente 5,9 % de l'ensemble des salariés et 12,3 % des ouvriers. Voir *tableaux statistiques sur le travail et l'emploi*, édit. 1980, ministère du Travail et de participation, p. 474.

— Les transformations des procès de travail sont réalisées principalement dans le cadre de la grande entreprise qui devient la forme institutionnelle dominante d'existence du capital. L'émergence de cette forme s'accompagne de profonds changements dans l'organisation d'ensemble de la production. Le taylorisme ne se comprend que comme un élément de cette organisation. Il ne peut à lui seul rendre compte des aspects principaux de cette transformation : mise en place de structures complexes hiérarchisées, formation de vastes systèmes de gestion, apparition de nouvelles catégories de travailleurs salariés, bouleversement des méthodes de conception et de contrôle des procès de travail.

Les travaux sur l'accumulation intensive et la régulation n'ignorent certes pas cette émergence des formes monopolistes. Celles-ci jouent même un rôle central dans leurs démonstrations. Mais ils se situent exclusivement au niveau de la concurrence et, de ce fait, coupent l'analyse des formes monopolistes des transformations de la production proprement dites. L'étude du CEPREMAP se centre sur l'évolution des modes de fixation des prix⁸. Aglietta offre une analyse plus large qui englobe les aspects industriels et financiers de la concentration, l'évolution du crédit, les transformations du mode de consommation et l'évolution de l'organisation de la grande entreprise. Mais l'ensemble est traité du point de vue de la concurrence et de la circulation et la centralisation du capital⁹. Or le monopolisme a un contenu plus fondamental qui concerne les conditions *de la production même* et non pas simplement celles du fonctionnement des marchés et de la circulation. Il développe la socialisation de la production ; il en transforme les formes sociales d'organisation en substituant à la régulation marchande une coordination et une régulation administrative des activités ; il modifie profondément les rapports sociaux de production par la constitution d'appareils bureaucratiques.

Faute de prendre en compte ces éléments, on ne peut réellement comprendre les facteurs et les modalités de la croissance de la productivité et de la plus-value relative dans le capitalisme contemporain et, plus particulièrement, depuis la guerre.

2. *Le second élément fondamental* des thèses de l'accumulation intensive est le rapport établi entre mutation du procès de production (en fait de travail) et mutation du mode de consommation.

Les transformations dans la production ne peuvent pas assurer à elles seules une accumulation régulière et durable, la croissance de la productivité risquant, toutes choses égales par ailleurs, de conduire à une crise de débouchés. C'est ainsi que R. Boyer interprète la crise de 1929¹⁰ comme résultat d'un « bouleversement des normes de production » sans modifications simultanées au niveau de la consommation et des mécanismes de la répartition, ce qui conduit à un désajustement entre la montée des capacités de production et la stagnation de la demande sociale. L'accumulation intensive ne peut se développer que liée à un régime d'accumulation centré sur la consommation de masse. Cela implique des transformations du mode de consommation et du rapport

⁸ Benassy et al., *Approches de l'inflation : l'exemple français*, op. cit., t. III, chap. IV.

⁹ M. Aglietta, *Régulation et crise du capitalisme*, op. cit., chap. iv. On remarquera qu'Aglietta sépare d'un côté l'organisation du travail, étudiée dans la première partie, du point de vue de la production et de l'exploitation (le procès de travail) et de l'autre, l'organisation de l'entreprise étudiée, dans la deuxième partie, comme relevant de l'analyse des rapports inter-capitalistes. De manière plus générale, l'ouvrage est construit sur une dichotomie très marquée entre le salariat et l'accumulation d'une part, et la concurrence d'autre part, l'étude des formes monopolistes n'apparaissant que dans la deuxième partie.

¹⁰ R. Boyer, « La crise actuelle : une mise en perspective historique », art. cité, p. 32-34.

salarial. L'idée d'articuler des changements dans la production avec une analyse des modifications structurelles dans le mode de consommation et la régulation du salaire est certainement dans son principe l'apport le plus intéressant. De même, faut-il retenir l'idée essentielle qui consiste à mettre en rapport les mouvements de la demande sociale en longue période avec les changements du mode de vie et, derrière ceux-ci, les transformations des rapports sociaux.

La thèse centrale est que le fordisme introduit un changement de nature dans la reproduction de la force de travail ; à une reproduction basée sur une consommation de biens issus de la petite production marchande (artisanat, agriculture) dans le cadre d'un mode de vie précapitaliste, se substitue une reproduction fondée sur la consommation de masse de biens produits par la grande industrie capitaliste. Par là, se constitue une « norme de consommation » sous l'égide du règne de la marchandise. C'est ce qui aurait permis, dans l'après-guerre, l'extension des rapports capitalistes et le bouleversement du procès de travail dans la section 2, la section des biens de consommation, ainsi qu'une intégration poussée des deux sections impulsant la dynamique globale du système productif. D'où l'importance accordée par les théoriciens de l'accumulation intensive à l'analyse sectionnelle de la croissance d'après-guerre, aspect développé plus particulièrement par H. Bertrand¹¹.

La thèse proposée soulève cependant de nombreuses questions. Dans une perspective séculaire, tout d'abord, elle conduit à proposer une périodisation du développement capitaliste dont on peut difficilement se satisfaire : une phase d'accumulation intensive fondée sur le développement de la section 2, alliant un bouleversement continu du procès de travail à la production de masse des biens de consommation, succéderait à une phase d'accumulation extensive reposant sur la seule section des moyens de production. L'analyse de E. Mandel vaut, sur ce point, d'être retenue¹². A l'encontre de la présente thèse, elle montre que, par la révolution industrielle, le bouleversement des conditions de production est parti de la section 2, qu'il a touché d'abord les industries de biens de consommation, avant de s'étendre au reste de l'appareil productif, se centrant ensuite de plus en plus sur la section 1. C'est dans l'industrie textile que se développe d'abord le machinisme (alors que la production des machines reste artisanale). La dynamique du capitalisme repose à l'origine sur la section 2, et impulse ensuite le développement de la section 1.

Par ailleurs, comment concevoir que le MPC ait pu fonctionner si longtemps sur la base d'un régime, l'accumulation extensive, qui paraît difficilement viable en longue période ? Cette périodisation tend à opposer deux phases de longueurs très inégales : d'un côté tout le XIX^e siècle et une partie du XX^e, et de l'autre une période aux limites incertaines, qui paraît en définitive très courte. Dans le cas de la France, on constate que, de 1945 à 1952 environ, la croissance s'explique avant tout par la reconstruction. La phase qui correspondrait au régime d'accumulation intensive strictement défini se limiterait aux années 1954-1968, puisqu'à partir de cette date des problèmes de mise en valeur du capital apparaissent. Ainsi, H. Bertrand situe la période d'accumulation « stable » entre, approximativement, 1956 et la fin des années 1960.

Si l'on s'intéresse ensuite à l'évolution, de la consommation durant ce qui est supposé être la période d'accumulation intensive, la thèse proposée laisse à l'écart les changements les plus importants : la montée de la part des services, des dépenses de

¹¹ H. Bertrand, « Le régime central d'accumulation de l'après-guerre et sa crise », art. cité ; « Une nouvelle approche de la croissance française de l'après-guerre : l'analyse en sections productives », *Statistiques et études financières*, n° 35.

¹² E. Mandel, *Le troisième âge du capitalisme*, Paris, UGE, coll. « 10-18 d, t. I, 1976.

santé et d'éducation¹³ qui ne relèvent pas, à strictement parler, de la production capitaliste de marchandises, et, a fortiori, d'une production de masse.

Deux types de critiques peuvent être faites.

— D'une part, si l'analyse montre bien le rôle joué par l'évolution des conditions d'existence et des *besoins* des travailleurs, en relation avec les changements dans les structures productives et les structures sociales (transformation de la classe ouvrière, émergence de catégories nouvelles, développement du travail des femmes, urbanisation...), tout se passe en fait comme si les comportements de consommation étaient parfaitement malléables, le capital pouvant modeler le mode de vie en fonction de ses propres besoins. On comprend alors difficilement la croissance des consommations collectives dont la logique est hétérogène à celle de la production capitaliste de marchandises. Cette conception va se retrouver dans l'étude du salaire.

— D'autre part, en mettant l'accent exclusivement sur l'extension de rapports marchands et capitalistes, l'analyse masque une autre tendance particulièrement importante depuis la guerre : l'extension de *formes non marchandes nouvelles* (par opposition aux rapports non marchands précapitalistes)¹⁴, ce qui concerne la consommation comme la production. L'extension et la diversification des formes étatiques se manifestent en particulier par la montée des dépenses de santé et d'éducation, élément essentiel du point de vue de l'évolution des modes de vie, comme de celui de la régulation de l'accumulation. L'important est de considérer la nature de ces dépenses : leur double caractère de dépenses *sociales* et dépenses *publiques*. La poursuite de leur expansion et l'incapacité à la maîtriser constitue une des dimensions fondamentales de la crise actuelle, s'exprimant dans ce qu'il est convenu d'appeler la crise de l'« Etat-providence ». Cette irrésistible ascension exprime la montée de problèmes situés au niveau des conditions sociales générales de l'accumulation et le fait que, dans le cadre du mode de régulation actuel, c'est l'Etat qui assure la prise en charge de ces problèmes. Autant d'éléments qui ne peuvent pas être analysés et compris dans le cadre d'une pure logique d'extension de la marchandisation et des rapports capitalistes.

3. *L'analyse du rapport salarial* constitue le troisième pilier des théories de l'accumulation intensive. Elle intègre un ensemble de transformations des formes institutionnelles organisant les conditions d'usage de la force de travail et le mode de formation du salaire. Le point important est que cette analyse est subordonnée à une problématique en termes de débouchés. Son objet est de montrer que se forme une nouvelle régulation du salaire permettant le développement de la production de masse des biens de consommation et donc l'équilibre de l'accumulation. L'affirmation essentielle est que le nouveau rapport salarial induit une tendance à la hausse continue et régulière du salaire réel. Mais, en fait, les transformations du rapport salarial recouvrent principalement une institutionnalisation de la formation du salaire nominal (malgré certaines pratiques d'indexation du salaire, en particulier en ce qui concerne le salaire minimum). Elles ne sauraient donc, à elles seules, expliquer la régulation du mouvement du salaire *réel*. Quant à la croissance considérable

¹³ Entre 1959 et 1975, alors que la part des consommations alimentaires diminue, on a l'évolution suivante : biens durables : passage de 7,7 à 9,4 % des dépenses de consommation ; Services : 25,8 à 34,2 % (dont logement : 5,8 - 10,3) ; Santé : 4,9 à 8,4 %. Le mouvement se poursuit ensuite dans la crise, de sorte que, par exemple, la part des dépenses de santé dans la consommation des ménages a pratiquement doublé entre 1959 et 1979.

¹⁴ M. Aglietta parle de « domination des rapports marchands sur les rapports non marchands » dans le nouveau mode de consommation. Ecrivant cela, il ne prend en compte que les « anciens » rapports non marchands : rapports familiaux et relations de voisinage. Ajoutons que la domination des rapports marchands n'exclue pas l'extension de rapports non marchands. M. Aglietta, *Régulation et crise du capitalisme*, op. cit., p. 61.

du salaire indirect, qui peut difficilement être ignorée, elle est analysée le plus souvent dans les mêmes termes : elle ne sert qu'à assurer la régulation des débouchés en contribuant à stabiliser le nouveau mode de consommation.

Deux types de questions peuvent être soulevées ici :

— D'une part, en restant dans le cadre de la logique de l'accumulation intensive : une croissance régulière du salaire suffit-elle à assurer la régularité et l'équilibre de l'accumulation ? Est-elle toujours de nature à favoriser l'accumulation ? Ces questions renvoient à l'analyse de la cohérence du modèle que nous abordons plus loin.

— D'autre part, il faut s'interroger sur la manière dont sont perçues les contraintes conditionnant la formation du salaire. Deux points nous paraissent importants dans ce domaine :

- La croissance régulière du salaire réel ne peut être considérée comme un mouvement organisé a priori et spontanément par le système. Elle est en partie imposée par les luttes sociales, contre la recherche du profit immédiat. La compréhension du nouveau rapport salarial implique la prise en compte des comportements des travailleurs comme agents actifs développant leurs propres stratégies de manière autonome, non soumises, a priori, à la logique du régime d'accumulation. De même, faudrait-il considérer les multiples dimensions des transformations du rôle de l'Etat. Mais en allant dans ce sens, on introduit des éléments extérieurs au modèle de l'accumulation intensive, éléments qui ne peuvent y être intégrés sans que soit dépassé son aspect fonctionnaliste.

- Par ailleurs, l'étude des transformations du rapport salarial en longue période ne peut pas être menée à bien sans que soit posée une double question : celle du lien entre salaire et transformation des besoins ; celle du rapport entre conditions sociales de production et transformation des besoins.

On retrouve ici la question évoquée au sujet du mode de consommation. Il est nécessaire de prendre en compte les conséquences des transformations des conditions de production sur l'évolution de la valeur de la force de travail et des formes marchandes/non marchandes, privées/publiques qui assurent cette reproduction. Question difficile mais qui ne peut être contournée, notamment si l'on veut expliquer la montée du salaire indirect et des consommations collectives. La conceptualisation de la place du salaire dans la régulation d'ensemble de l'accumulation du capital ne doit donc pas être réduite à l'articulation entre deux pôles : la liaison salaire/débouchés d'un côté, et la liaison salaire/rentabilité de l'autre. À cela, il faut ajouter la liaison salaire/reproduction de la force de travail et, au-delà, les relations : transformation du procès de travail — transformation des conditions de reproduction de la force de travail — transformation du rapport salarial et des déterminants du salaire.

Dans cette optique, les changements dans la production (technologie, organisation...) et dans le mode de vie (urbanisation, réduction des fonctions familiales) peuvent induire une montée, bien évidemment non voulue, des coûts de reproduction du salariat. Celle-ci se traduit par des pressions à la hausse du salaire, direct et indirect, indépendamment des problèmes de débouchés. La prise en compte de ces relations, que l'on trouve parfois chez Aglietta, devrait conduire à revoir profondément la logique qui préside à l'ensemble de la construction.

LA COHERENCE DU REGIME D'ACCUMULATION INTENSIVE

Au-delà d'une description des transformations de la structure économique jugées les plus fondamentales, l'objet central des thèses de l'accumulation intensive est de montrer comment la cohérence de ces transformations permet d'expliquer la croissance d'après-guerre. L'analyse est conduite autour de la notion de régulation : ensemble de formes

institutionnelles et structurelles, de modes de codification des rapports sociaux et de formes de concurrence qui déterminent le fonctionnement d'ensemble du système. En d'autres termes, la régulation désigne « la conjonction de mécanismes concourant à la reproduction d'ensemble du système, compte tenu de l'état des structures économiques et formes sociales »¹⁵.

Le passage d'une régulation concurrentielle à une régulation monopoliste est la condition de l'épanouissement de l'accumulation intensive, c'est lui qui va fournir les bases de la cohérence du régime d'accumulation et permettre la longue phase de croissance d'après-guerre. La régulation de type monopoliste repose, pour l'essentiel, sur deux ensembles de formes structurelles. D'une part, la domination de structures industrielles et financières monopolistes résultant du mouvement de concentration et centralisation du capital, d'autre part et surtout, l'émergence d'un nouveau rapport salarial fondé sur la généralisation des pratiques contractuelles (les négociations collectives) et des codifications touchant au salaire (institutionnalisation du salaire minimum, développement du salaire indirect...). R. Boyer, comme M. Aglietta, mettent l'accent sur le rôle stratégique de ce nouveau rapport salarial dans l'instauration d'un mode de régulation profondément original au lendemain de la dernière guerre mondiale.

Cette approche par la régulation est incontestablement stimulante. Elle s'inscrit dans un courant plus large qui cherche à combler un vide théorique en s'interrogeant sur les modes de cohérence d'un système marqué non seulement par des décisions largement décentralisées et autonomes, mais par des contradictions de fond. La régulation est le concept qui peut permettre de penser en même temps la cohérence profonde d'un système et son caractère contradictoire, sans réduire comme les néo-classiques les modes de cohérence au marché, ou, comme les keynésiens, à l'Etat.

Les théoriciens de l'accumulation intensive se proposent ainsi d'intégrer l'analyse des structures sociales et des formes institutionnelles à celles des mécanismes de l'accumulation du capital, d'articuler structures, comportements des agents et modes de fonctionnement des systèmes économiques. Leur vision présente cependant plusieurs limites.

Tout d'abord, une tendance fréquente au *fonctionnalisme*. Les changements contemporains, les formes sociales nouvelles, notamment pour ce qui concerne le mode de consommation et le rapport salarial, sont analysés essentiellement du point de vue de leur capacité à assurer la reproduction du système. L'ensemble de la structure économique et sociale paraît dominé et adapté à la logique du capital. Cela conduit à en sous-estimer les aspects contradictoires et à en survaloriser la cohésion et la cohérence. Cette tendance nous semble très explicite chez M. Aglietta quand il écrit :

« Un système social constitue une morphologie, c'est-à-dire un espace structuré par des rapports soumis aux principes de la différence qualitative et de l'inégale influence. De tels systèmes se développent *de manière à reproduire* en chacune de leurs parties un

¹⁵ R. Boyer, « La crise actuelle : une mise en perspective historique », art. cité, p.11.

invariant fondamental, c'est-à-dire un rapport déterminant dont la présence garantit au système son intégrité et sa cohésion »¹⁶.

Il en est de même quand R. Boyer présente le rapport salarial monopoliste comme conduisant à « une certaine intégration des revendications ouvrières dans la logique du capital »¹⁷ ou, plus largement, définit le rapport salarial comme « l'intégration des salariés dans une ère de soumission vis-à-vis du pouvoir et de la logique imposés par les détenteurs des moyens de production »¹⁸. Il est vrai qu'A. Lipietz s'affirme opposé à toute vision fonctionnaliste, en expliquant que le mode de régulation n'est pas une construction consciente visant à « faire marcher » le régime d'accumulation, mais qu'il y a simplement une conjonction, apparemment plus ou moins contingente, entre régime d'accumulation et formes de régulation¹⁹. Il n'en reste pas moins que, dans l'analyse de la croissance d'après-guerre, les formes structurelles apparaissent comme parfaitement adaptées et soumises aux nécessités de l'accumulation et la reproduction du capital. Il y a au moins, en reprenant l'expression de A. Lipietz, un « fonctionnalisme a posteriori » qui limite, à notre sens, la possibilité de comprendre les caractères de la période. Ce qui importe, ce n'est pas tant la genèse des nouvelles formes institutionnelles, que la question de savoir si, une fois constituées, elles peuvent être soumises à la logique du capital. Nous soutenons, pour notre part, qu'il y a dans ces formes des éléments d'une logique autonome, partiellement contradictoire à celle du capital et qui ne peut lui être totalement subordonnée.

Une deuxième limite de ces approches de la régulation vient de ce que l'analyse porte quasi exclusivement sur la régulation des rapports marchands et capitalistes et ne pose pas la question de la régulation des formes non marchandes, et des rapports entre formes marchandes et non marchandes. Or cette question est aujourd'hui cruciale : il y a dans la crise, s'exprimant notamment dans la montée des dépenses publiques et des interrogations sur l'Etat, un problème central d'organisation et de régulation du non-marchand. Cette lacune provient de la conception, clairement exprimée par M. Aglietta, selon laquelle il y a dans le capitalisme un noyau « invariant » qui se reproduit à l'identique (le rapport capitaliste) et qui est l'objet de la régulation²⁰. Ce découpage variant-invariant est très discutable. Il ne peut être un clivage topologique entre des éléments qui bougent

¹⁶ M. Aglietta, *Régulation et crise du capitalisme*, op. cit., p. 17 ; c'est nous qui soulignons. Plus loin, il ajoute : « Le but de cette première partie est d'établir en quoi le capitalisme contemporain possède les déterminants généraux du capital : une structure sociale qui est produite par le travail, mais qui soumet le travail à la logique de sa reproduction. Nous verrons que, bien loin d'atténuer cette nécessité sociale, l'évolution du capitalisme, au xx^e siècle, l'a généralisée à l'ensemble des rapports sociaux. » Et encore : « Le chapitre III étudie ce qui est décisif dans le développement du capitalisme au xx^e siècle. Le capitalisme consolide sa domination sur la société et atteint son essor le plus rapide dans une phase historique bien définie. C'est la phase où il ne transforme pas seulement le procès de travail, mais où il transforme le procès de reproduction de la force de travail. Les bouleversements sociaux par lesquels le capitalisme est parvenu à produire le mode de consommation du salariat et à intégrer le mode de consommation dans les conditions de production sont les principaux éléments d'explication des grandes perturbations de la première moitié du XX^e et du développement exceptionnel qui a suivi la seconde guerre mondiale. Dans ces bouleversements, le rapport salarial a développé tous les caractères contenus dans son concept. » Op. cit., p. 25 et 26 (c'est nous qui soulignons).

¹⁷ R. Boyer, « La crise actuelle... », art. cité, p. 57.

¹⁸ R. Boyer, « Les transformations du rapport salarial dans la crise », *Critique de l'économie politique*, nouvelle série, 15/16, avril-juin 1981, p. 189. Cf. également la définition de la régulation donnée plus haut.

¹⁹ Cf. A. Lipietz, « Les transformations dans la division internationale du travail : considérations méthodologiques et esquisses de théorisation », Colloque d'Ottawa, 28-29-30 janvier 1982, CEPREMAP.

²⁰ Cf. la citation de la page précédente : « De tels systèmes se développent de manière à reproduire (...) un invariant fondamental... ».

et d'autres qui ne bougent pas. Les transformations du capitalisme ne sont pas une simple adaptation de formes nouvelles visant à maintenir inchangé le rapport de production déterminant et la logique sociale, elles touchent l'ensemble de la structure économique, y compris le coeur, le noyau « invariant ».

La conception générale des crises est marquée par la même veine fonctionnaliste en les interprétant avant tout comme forme d'adaptation, de régulation par modification des structures. La crise de 1929, par exemple, est vue principalement comme moment d'extension du fordisme et du monopolisme, avec adaptation des formes de consommation, production, exploitation, répartition..., assurant le passage à un degré supérieur de capitalisme ; par contre, tous les aspects de négation des formes capitalistes qui se manifestent dans la crise et se développent comme moyens de l'issue sont ignorés.

Par ailleurs, la conception de la régulation reste partielle en privilégiant l'étude de la régulation des structures et du fonctionnement et en faisant relativement l'impasse sur le problème de la régulation du mouvement du système. Les contradictions du système capitaliste ne définissent pas en effet seulement des limites à la cohésion spontanée du tout mais aussi des principes de mouvement. Elles sont à l'origine de tendances du développement. La régulation concerne donc et la cohérence synchronique et la cohérence dynamique, la régulation du mouvement. D'où le besoin de s'interroger sur les tendances du système dans le cadre des formes structurelles d'après-guerre : que deviennent la tendance à la hausse de la composition du capital, la tendance à la surproduction... ? C'est aussi par rapport à ces mouvements que doivent être examinées la progression des formes de régulation non marchande et leur articulation à la régulation marchande.

Cela étant, comment la régulation monopoliste est-elle censée assurer la cohérence du régime d'accumulation de l'après-guerre ?

Au point où nous en sommes, la thèse paraît simple : les transformations du procès de travail permettent une croissance forte et régulière de la productivité (de la plus-value relative). Celle-ci permet à son tour une croissance régulière du salaire, sans mise en cause de la rentabilité du capital. En liaison avec l'extension de la norme de consommation, elle assure, en conséquence, l'expansion de la section des biens de consommation et l'équilibre de l'accumulation. On peut ajouter que la croissance de la section 2 favorise elle-même la croissance de la productivité en permettant le développement des techniques de la production de masse.

La vérification de cette thèse se fait en recourant à une formalisation de l'accumulation intensive dans le cadre d'un modèle à deux sections²¹. Nous ne le réexposerons pas ici. Il nous suffira d'en tirer un constat simple (et à vrai dire prévisible) : on ne peut déduire de ce type de modèle aucune conclusion précise concernant le profil de l'accumulation (croissance régulière ou tendances explosives, évolution du rapport entre les sections...) en l'absence d'hypothèses précises concernant les formes et le rythme du progrès technique, plus précisément : le rythme relatif de progrès technique dans les deux sections et l'évolution de l'intensité capitaliste dans les deux sections et au niveau global. En d'autres termes, une croissance forte et régulière de la productivité du travail ne suffit pas à garantir la possibilité d'une accumulation équilibrée durable (accumulation dans laquelle en particulier une croissance régulière du salaire assure la compatibilité entre rentabilité et débouchés), encore faut-il tenir compte de l'évolution de la composition du capital, faute de quoi on ne peut rien dire. Le modèle d'accumulation intensive est, a priori, indéterminé. On peut ajouter que rien ne garantit non plus dans ce régime l'équilibre de l'emploi, problème oublié dans les constructions en cause.

²¹ Modèle proposé d'abord par B. Billaudot, *L'accumulation intensive du capital*, thèse, Paris, 1977 ; repris par M. Aglietta, « Investissement, progrès technique et régulation... », art. cité ; et par J. H. Lorenzi, O. Pastré et J. Toledano, *La crise du XXe siècle*, op. cit.

21.

Une des propositions centrales de Lorenzi, Pastré et Tolédano : « La crise actuelle n'était pas inéluctable »²², apparaît alors comme un tour de passe-passe : les auteurs ne font que prêter à la réalité une indétermination qui est celle de leur modèle. On peut tout aussi bien affirmer que « la croissance d'après-guerre n'était pas inéluctable ». La vérité est que le modèle d'accumulation intensive ne peut pas, par lui-même, expliquer cette croissance (pas plus qu'il ne peut expliquer la crise actuelle). Tout ce qui peut être fait est de *constater* que, durant une certaine période, a existé une configuration particulière de caractères (parmi lesquels un certain type de transformations des procès de travail) compatible avec une accumulation régulière, et qu'à un certain moment cette configuration s'est brisée.

Les travaux empiriques de H. Bertrand conduisent à ce type de constat. Ils montrent comment a été assuré, à partir de 1956, un régime d'accumulation stable grâce à une certaine combinaison des évolutions sectorielles et comment ce régime prend fin, dès la fin des années 1960, du fait, principalement, d'une montée de la composition du capital dans la section des biens d'équipement. Mais cette rupture d'évolution reste inexpiquée, sauf à faire intervenir des éléments extérieurs à la logique du modèle de l'accumulation intensive (l'internationalisation de l'économie française).

L'évolution de la composition organique du capital apparaît ainsi comme un élément essentiel d'un régime d'accumulation. L'importance donnée à cette question varie selon les auteurs. R. Boyer, par exemple, ne lui fait jouer qu'un rôle secondaire, bien qu'il l'évoque comme cause possible de la crise. A. Lipietz lui accorde par contre une grande importance et place la hausse de la composition du capital durant les années 1970 au centre de la crise actuelle²³. Mais il ne suffit pas, bien sûr, de constater cette évolution, ce que font des analyses très diverses, il faut pouvoir l'expliquer — et l'expliquer dans le cadre du modèle : pourquoi la composition du capital (approximée par le coefficient capital-produit) a-t-elle été stable, voire déclinante jusqu'à la fin des années 1960, et pourquoi s'élève-t-elle ensuite ? Il ne nous semble pas que les tenants de l'accumulation intensive offrent sur ce point de véritable explication, en dehors de considérations très générales, sans liens nécessaires aux caractères spécifiques du « fordisme »²⁴. De ce fait, les mouvements de la composition organique du capital paraissent tomber du ciel.

Pour aller au-delà, et pour lever l'indétermination des modèles d'accumulation intensive, il faudrait développer une analyse de la dynamique du système productif et des formes de progrès techniques intégrant les tendances macro-économiques de la production et notamment de la composition organique du capital, ou encore, il faudrait mettre en lumière des formes de régulation des changements technologiques et organisationnels susceptibles de favoriser une accumulation régulière, en particulier en conduisant à une régulation des mouvements de la composition du capital (ou du rapport entre composition du capital et taux de plus-value).

²² Ibid., p. 101.

²³ A. Lipietz, « Derrière la crise : la tendance à la baisse du taux de profit », *Revue économique* (33) 2, mars 1982.

²⁴ L'explication d'A. Lipietz ne va pas réellement au-delà du simple constat empirique : « Il semble donc qu'existe une sorte de loi : un nouveau mode d'organisation du travail (en l'occurrence le fordisme) après avoir engendré plus de gains de productivité que d'augmentation de la composition technique du capital finit par devenir « coûteux » (art. cité).

C'est ce que tente M. Aglietta, en mettant toujours l'accent sur les rapports entre sections, mais sans déboucher sur des conclusions rigoureuses²⁵. La raison provient sans doute de l'absence d'étude précise des conséquences, d'une part, des formes générales du progrès technique (développement de la mécanisation puis de l'automatisation) et, d'autre part, des formes plus spécifiques prises par le progrès technique dans chaque section. La référence privilégiée au procès de travail fordiste est ici particulièrement malheureuse puisqu'elle recouvre un type de processus de production (chaîne ou production en grande série) qui correspond particulièrement mal aux caractères de la section des moyens de production où dominant la production en petites séries (biens d'équipement) ou la production en continu (biens intermédiaires). Il est, dans ces conditions, difficile d'aboutir à des résultats sur les mouvements de la composition du capital et d'expliquer dans quelles conditions il y aura tendance au développement équilibré ou tendance au développement inégal des sections.

C'est, en définitive, le mode d'analyse du procès de travail qui est en cause. L'accent mis sur les questions d'organisation du travail, sur la production de plus-value par parcellisation du travail, conduit à expliquer la croissance de la productivité indépendamment des mouvements de la composition du capital, alors qu'il faut précisément relier ces deux grandeurs. Par ailleurs, taylorisme et fordisme tendent à être vus comme un processus linéaire d'approfondissement de l'exploitation, mouvement pratiquement autonome, indépendant des rythmes et des contradictions de l'accumulation, mouvement permanent de renforcement de la domination du capital. On n'est pas loin d'un modèle à « progrès technique exogène » dans le cadre duquel, en l'absence de procédures de régulation des changements technologiques, une croissance régulière ne peut apparaître que comme un phénomène accidentel, a priori peu probable.

Revenons maintenant au rapport salarial. Dès le moment où l'on prend en compte les mouvements de la composition du capital, et en particulier la tendance à sa hausse, liée au développement de la mécanisation, il apparaît qu'une croissance du salaire réel, parallèle à celle de la productivité du travail, n'est pas nécessairement un facteur d'équilibre du système. La régulation du salaire, comprise comme procédure réalisant la cohérence rentabilité/débouchés, devient beaucoup plus critique et contradictoire, et la nature du rapport salarial susceptible d'assurer cette régulation beaucoup plus complexe que ce qui nous est proposé.

Pour saisir comment a été assurée la croissance d'après-guerre, il est nécessaire de prendre en compte, et d'expliquer, les mouvements de la composition du capital sur la période, et plus particulièrement l'évolution du capital fixe. Le régime d'accumulation, jusqu'à la fin des années 1960, peut être caractérisé par deux évolutions symétriques :

- une croissance soutenue de la productivité du travail, 5 % par an en moyenne, entre 1951 et 1969, accompagnée d'une approximative stabilité du nombre d'heures travaillées,

- en même temps, une accumulation importante en capital fixe, 5 % par an en moyenne, sur la même période, accompagnée d'une relative stabilité de sa « productivité » (ou du coefficient capital-produit).

²⁵ Par exemple dans « Investissements, progrès technique... », art. cité. Pour l'essentiel, deux cas sont distingués :

- Améliorations « dans le cadre d'une même organisation de la production, impliquant des systèmes de moyens de production mettant en oeuvre le même type de principe mécanique ». Il pourrait alors y avoir constance ou baisse de la composition organique et, par là, une accumulation régulière à taux de profit constant. Mais cela ne peut pas durer indéfiniment.

- « Changements de grandes ampleurs dans la manière de produire » avec « vague de mécanisation ». Si « la procédure de formation des salaires et le mode de consommation du salariat » ne se modifient pas parallèlement. Il y a alors hausse de la composition organique du capital.

Ce double mouvement rend possible une stabilité d'ensemble de la composition organique du capital, tout en améliorant fortement la productivité.

Ce régime apparaît, formellement, très stable. Il permet d'assurer la compatibilité entre équilibre des débouchés (par une hausse régulière du salaire réel) et équilibre de la rentabilité. L'inflation et les politiques économiques permettent dans ce contexte de dégager le taux de plus-value compatible avec cette double contrainte, par une régulation douce du partage salaires-profits et du rapport profit-masse de capital qui évite les crises cycliques. Mais tout cela n'est possible que tant que la croissance de la composition organique du capital reste nulle ou tout au moins inscrite dans certaines limites. Ces limites franchies, le régime d'accumulation tend à se déstabiliser.

L'analyse de l'accumulation intensive et de la régulation monopoliste fournit un certain nombre d'éléments explicatifs de la croissance d'après-guerre, mais elle n'offre pas, pensons-nous, une vision globale susceptible de rendre compte de la logique de l'accumulation durant cette période. Des aspects essentiels du capitalisme contemporain sont sinon oubliés, tout au moins laissés à l'écart du noyau central de la théorie. Le rôle de l'Etat n'est pris en compte que de manière très partielle et secondaire, alors que celui-ci est devenu l'instance privilégiée assurant la résolution des contradictions et la continuité de la reproduction. Le monopolisme est vu d'une manière étroite qui ignore sa dimension de forme de socialisation et de régulation non marchande de la production. L'internationalisation n'apparaît que comme un mouvement autonome et exogène qui vient de l'extérieur rompre le régime d'accumulation.

UNE CRISE DE L'ACCUMULATION INTENSIVE?

Le problème de la croissance a dominé presque sans partage les réflexions, de dynamique économique pendant plus de vingt ans au point de faire disparaître comme sans fondement tout questionnement sur la crise (les ruptures et mutations), voire plus simplement sur le cycle et les fluctuations. Avec le déploiement d'une crise de structures d'ampleur historique, on ne compte plus les analyses cherchant à souligner les fragilités du système capitaliste, ses dysfonctionnements internes, ses forces de blocage... Mais par une tendance unilatérale toujours vivace de la pensée économique, ce qui est vu (les ruptures) contribue à masquer l'aspect opposé (les continuités). C'est soit la croissance, soit la crise dont on arrive à rendre compte mais jamais les deux à la fois à l'aide d'une même théorie d'ensemble. Il serait vain de vouloir comprendre la crise en soi. Interpréter la nature d'une crise n'est rien d'autre que mettre en lumière les mécanismes de régulation propres à la forme structurelle qui lui est associée et les sources de rupture que contenait cette dernière. De même que faire la théorie d'une crise conjoncturelle, c'est porter son attention sur les éléments de rupture contenus dans la phase antérieure, de même pour une crise de structures, c'est étudier la face cachée des aspects contradictoires de l'histoire de ces structures. La crise actuelle exprime en conséquence une double dimension : une crise capitaliste, la crise d'un certain capitalisme. Le caractère capitaliste, en général, ne suffit pas. Etudier l'origine et chercher à construire une théorie de la crise à partir des lois générales, de fonctionnement et de développement du mode de production capitaliste ne permet ni de saisir l'originalité propre à chaque crise, ni de déterminer la base nécessairement concrète qui la met en mouvement.

La théorie de l'accumulation intensive, dans la mesure où elle se préoccupe de préciser la spécificité du capitalisme contemporain, pourrait permettre d'avancer dans la compréhension de la crise. Sa présentation comme un système de formes structurelles assurant une hyper-cohérence fonctionnelle, rend cependant difficile une telle explication. La crise tend à apparaître comme la rupture, plus ou moins accidentelle, de la configuration particulière qui assurait l'équilibre de l'accumulation.

Ces difficultés à expliquer la crise, à identifier, au moment où l'ensemble du régime d'accumulation se déstabilise, les lieux à partir desquels se développent les contradictions les plus fondamentales, fait que l'on peut trouver chez les théoriciens de l'accumulation intensive une grande diversité d'analyses de la crise. Trois grands types d'explication peuvent être distingués.

1. La première explication consiste à recourir à des facteurs plus ou moins exogènes, Sont plus particulièrement mis en avant : l'« étatisation », qui se manifeste par la croissance des prélèvements et des dépenses publiques et la « tertiarisation »²⁶. Dans les deux cas, il y aurait croissance du travail improductif, ce qui conduirait à des problèmes de rentabilisation du capital. Le rôle de ces phénomènes est, à notre avis, effectivement très important. Et pas uniquement dans l'explication de la crise, *mais aussi pour les compréhensions de la croissance d'après-guerre*. La limite de ces analyses tient au fait que ces facteurs apparaissent comme extérieurs, ou tout au moins secondaires par rapport à la logique de l'accumulation intensive. Certes, il est parfois affirmé que ce système s'accompagne du développement de nouvelles fonctions sociales et donc de nouvelles activités, ou encore que le salaire indirect sert à soutenir la consommation de masse. Cela peut impliquer un certain niveau de prélèvements publics et d'emplois improductifs. Mais il n'y a, a priori, aucune raison pour que ne puisse être trouvé un certain équilibre dans ce domaine (comme est censé être obtenu un équilibre entre les deux sections). Ce qui apparaît comme facteur de crise est la croissance continue de la part prise par ces éléments. Celle-ci est inexpliquée faute d'une véritable compréhension du rôle qu'elle joue dans la dynamique des forces productives et de l'accumulation. Il faudrait considérer, par exemple, l'effet des dépenses de santé, éducation, recherche..., sur la croissance de la productivité.

2. Deuxième axe de réflexion : il y aurait « épuisement » des moteurs de l'accumulation intensive, norme de consommation d'une part, taylorisme et fordisme d'autre part.

La première thèse est celle d'une saturation de la demande des biens de consommation de masse (biens durables essentiellement) sur lesquels reposait le dynamisme de la section 2. Elle est avancée principalement par Lorenzi, Pastré et Toledano. Bien que s'appuyant sur des faits réels, elle nous paraît, telle qu'elle est présentée, peu concluante. D'une part, parce qu'elle ignore les conséquences des inégalités de revenus sur la diffusion des biens de consommation, ce qui renvoie à une carence plus large de l'analyse : celle de la place occupée par les modes de différenciation sociale et les inégalités de revenus dans la reproduction d'ensemble. D'autre part, parce qu'elle semble postuler que le système ne peut pas créer et imposer, de manière continue, de nouveaux biens de consommation. Une telle thèse n'est certainement pas à rejeter, mais elle nécessite une réflexion plus approfondie que ce qui nous est proposé.

La deuxième idée est plus importante. Elle situe l'origine de la crise au coeur du système. Le procès de travail, les méthodes tayloriennes et fordienne seraient de moins en moins efficaces, ce qui conduirait au fléchissement de la croissance de la productivité du travail. La cause essentielle en serait la montée de la résistance ouvrière aux conditions de travail (grèves, absentéisme, turn-over...). Il y aurait ainsi « crise du travail ».

L'existence d'importantes réactions contre les conditions de travail au début des

²⁶ Voir en particulier : J. H. Lorenzi, O. Pastré, J. Tolédano, *La crise du XXe siècle*, op. cit., chap. IV. Nous laissons de côté les problèmes que pose leur traitement du travail improductif, en nous permettant de renvoyer sur ce point à G. Kebabdjian, « Activités improductives, rentabilité et convenu du travail », *Issues*, 3, juin 1979.

années 1970 paraît incontestable. L'ampleur et les effets macro-économiques de ces mouvements restent cependant difficiles à évaluer. Cela étant, peut-on réellement expliquer la crise de cette manière ? Nous ferons deux observations qui conduisent à répondre négativement.

La première est que, pour les raisons déjà avancées, nous ne pensons pas qu'une analyse centrée sur la seule organisation du travail puisse rendre compte des facteurs déterminants de la croissance de la productivité d'après-guerre. Elle ne peut donc pas plus en expliquer le fléchissement. En fait, la montée des mouvements de travailleurs peut être vue comme une réaction à une intensification et une détérioration des conditions de travail qui résultent elles-mêmes de la manière dont réagissent les entreprises aux difficultés qu'elles rencontrent pour élever l'efficacité de la production. La crise du travail est sans doute plus une conséquence qu'une cause de la crise globale du procès de production.

Par ailleurs, il faut constater que le fléchissement de la productivité du travail se manifeste essentiellement après 1974. Ce fléchissement semble donc être plutôt une conséquence de la crise (fléchissement de la production et de l'investissement, gaspillage et coûts liés à la déstructuration de l'appareil productif...). Cela ne signifie pas qu'il n'y avait pas auparavant de problèmes au niveau du procès de travail, tels qu'ils se manifestent notamment dans la hausse du coefficient de capital qui, comme on le sait, commence en France autour de la fin des années 1960 et du début des années 1970. Cette élévation peut difficilement être expliquée par la crise du travail, ou l'épuisement du taylorisme et du fordisme.

3. On ne peut valablement expliquer la crise actuelle comme crise de l'accumulation intensive qu'en montrant que ce sont les facteurs déterminants de cette accumulation qui se trouvent en cause. Pour cela, il faudrait mettre en évidence les contradictions internes de ce régime, montrer comment elles ont été régulées, puis comment leur développement tend à détruire cette régulation. On trouve chez M. Aglietta certains éléments qui auraient pu être le point de départ d'une telle démarche. Il s'agit des références au développement, dans le fordisme, de « fonctions sociales nouvelles », de « faux frais », de la concurrence et du fonctionnement des entreprises géantes, de la montée des coûts sociaux du mode de consommation et des coûts de reproduction de la force de travail.

Mais l'analyse ne peut être menée à bien dans la mesure où ces éléments sont vus comme des sous-produits de l'accumulation intensive, comme phénomènes parasites, et non pas comme des éléments constitutifs du nouveau régime d'accumulation. Leur origine et leur rôle dans la croissance ne sont pas analysés, si ce n'est de façon très partielle. En fait, ils paraissent n'être mis en avant que quand il faut expliquer la crise, pour les besoins de la cause.

A l'origine, des difficultés à saisir ces éléments se trouvent les lacunes dans l'appréhension des transformations des structures productives, de la dynamique des besoins du salariat et des raisons de l'extension considérable du rôle de l'Etat. La question fondamentale est celle de l'émergence de nouvelles formes de socialisation dans la production et la consommation. Les contradictions entre socialisation d'un côté, rapports marchands et capitalistes de l'autre, ont été gérées par le développement de formes non marchandes, dans l'entreprise géante intégrée et dans les appareils d'Etat. Ces contradictions éclatent dans la crise.

Faute d'avoir intégré certaines dimensions essentielles du capitalisme contemporain, les tenants de l'accumulation intensive sont conduits à sortir progressivement de leur cadre théorique originel pour interpréter la crise. La démarche de R. Boyer est de ce point de vue très significative. Après avoir surestimé l'efficacité de la

régulation monopoliste et par suite sous-estimé la profondeur de la crise²⁷, il est amené, devant l'approfondissement de la crise, à mettre en cause les modes de régulation et les formes structurelles contemporaines. Il insiste alors sur les limites et les aspects contradictoires des changements intervenus depuis 1945²⁸. Le nouveau rapport salarial monopoliste, quand apparaissent des difficultés de rentabilité, ne permet plus, comme dans la régulation concurrentielle, le relèvement du taux de profit par compression des salaires et intensification du travail. Tout au contraire, il freine les licenciements et accroît le poids des budgets sociaux. Ce faisant, R. Boyer tend à dépasser les limites fonctionnalistes du cadre classique de l'accumulation intensive. Il se rapproche d'analyses issues de problématiques sensiblement différentes en réintroduisant, avec l'État, les rapports non marchands et les contradictions générales du mode de production capitaliste, notamment la montée, dans la dernière période, de la composition organique du capital. Dès lors, les sources de la crise apparaissent largement externes aux changements qui caractérisent l'accumulation intensive, puisqu'elles reposent soit sur les mutations de la division internationale du travail, soit sur les changements dans les conditions de la mise en valeur du capital, points qui ne sont précisément pas traités en tant que tels dans le « modèle » de l'accumulation intensive.

CONCLUSION

L'ambition de la théorie de l'accumulation intensive était considérable ; elle se proposait de mettre en évidence les grandes phases de l'histoire du capitalisme, de montrer les caractères spécifiques du capitalisme d'après-guerre et d'en expliquer la crise. Malgré la richesse de ses apports et l'intérêt de sa démarche, elle n'arrive pas, à notre sens, à répondre à ces questions. Cela tient à des lacunes essentielles, à des lacunes qui ne peuvent être comblées sans remettre en cause la logique centrale de l'analyse.

Les limites de la théorie sont de deux ordres.

Une première limite concerne le mode d'appréhension des mouvements du capital, et cela à plusieurs niveaux. Il y a d'abord l'incapacité à relier l'évolution de la composition du capital aux transformations du procès de travail et, plus largement, à la logique d'ensemble du régime d'accumulation intensive, alors même que cette évolution joue en définitive un rôle central dans la stabilité, puis la rupture de ce régime. Cette carence explique en grande partie les difficultés à intégrer la crise dans le modèle. Par ailleurs, l'analyse des nouvelles formes d'existence du capital (grandes entreprises, groupes financiers...) reste étroite et ne met pas en évidence la signification et les implications de ces mutations structurelles, de leur rapport au mouvement de socialisation de la production. En allant plus loin, c'est une interrogation sur les changements dans les caractères fondamentaux de la production et dans les rapports entre production et société qui fait défaut, une prise en compte de l'importance croissante, pour l'accumulation du capital, de conditions sociales générales assurant la reproduction de la force de travail, des facteurs naturels, de la base scientifique et technique...

Enfin, en mettant presque exclusivement l'accent sur l'extension des rapports marchands et capitalistes, en interprétant le capitalisme d'après-guerre comme un épanouissement du mode capitaliste d'organisation de la société, la problématique de l'accumulation intensive masque l'autre tendance, tout aussi importante, à l'émergence et

²⁷ Dans *Accumulation, inflation, crise*, PUF, 1978, R. Boyer et J. Mistral voient la crise de 1974-1975 comme une crise cyclique relativement bénigne. La ponction pétrolière serait à l'origine d'une baisse de la demande globale d'ampleur analogue à celle qui déclencha la crise de 1929. Mais la crise est infiniment moins grave du fait de la régulation monopoliste. La rigidité du taux de marge se traduit par la stagflation, mais évite l'effondrement des profits, tandis que la rigidité de l'emploi joue un rôle stabilisateur.

²⁸ Dans « la crise actuelle... », art. cité.

l'extension de formes sociales non marchandes nouvelles qui jouent un rôle de plus en plus important dans la reproduction du système. Cette tendance s'exprime en particulier par l'extension du rôle de l'Etat comme instance de régulation des contradictions. De là résulte la place centrale occupée par la crise de l'Etat, notamment dans sa dimension de crise financière.

On ne peut se contenter, pour combler ces manques, de rajouter après coup divers éléments à l'analyse, tout en conservant son noyau central. Celui-ci prétend, en effet, rendre compte des traits fondamentaux du capitalisme contemporain, il est nécessaire de le reconstruire pour aboutir à un modèle qui intègre comme composantes organiques les différents aspects que nous avons évoqués, en vue d'expliquer la croissance, ses limites et la crise.

Si ces lacunes mettent en cause la logique profonde de l'analyse, c'est qu'elles se rattachent à une vision plus générale qui voit dans le capitalisme d'après-guerre une extension et un épanouissement des rapports capitalistes, un changement de leurs formes qui n'en met pas en cause les caractères essentiels. Or la spécificité de l'époque actuelle réside, pensons-nous, dans une double tendance : généralisation et approfondissement poussés à l'extrême, exacerbation des rapports capitalistes d'un côté, émergence concomitante d'éléments de négation à l'intérieur même de ces rapports de l'autre²⁹. Il y a élargissement de la sphère marchande mais simultanément développement de formes non marchandes nouvelles, extension du salariat, mais en même temps mise en cause des caractères fondamentaux du salariat (par relâchement du lien entre rémunération des salariés et travail fourni, par limitation de la dictature patronale du fait de l'extension des droits et du pouvoir des travailleurs) ; il y a enfin développement du machinisme, qui s'empare de toutes les activités, mais en même temps apparition de tendances technologiques radicalement nouvelles et partiellement antagoniques au système du machinisme (automation, extension du travail scientifique et technique...). Ce n'est qu'à partir de cette double tendance que l'on peut comprendre le dynamisme du capitalisme de l'après-guerre et la nature des contradictions qui débouchent sur la crise actuelle.

²⁹ Pour une esquisse de réinterprétation de la crise sur la base de ces hypothèses, cf. C. Barrère, G. Kebabdjian, O. Weinstein, *Lire la crise*, Paris, PUF, 1983.